

## Soudan

11

### ENJEU

En 1996, le gouvernement du Soudan a reconnu la nécessité d'améliorer sa performance au plan des droits de la personne en entérinant une résolution consensuelle de la Commission des droits de l'homme critiquant sa performance, et a pris un certain nombre de mesures pour promouvoir les droits de la personne. Dans les zones contrôlées par les rebelles, les groupes qui s'opposent au gouvernement ont mis l'accent sur les programmes d'éducation visant à promouvoir un meilleur respect des droits de la personne. Malgré ces initiatives, la situation des droits de la personne reste nettement insatisfaisante, en bonne partie à cause de la guerre civile, des rivalités au sein des groupes rebelles et de l'anarchie qui prévaut dans le sud du Soudan.

### CONTEXTE

La guerre civile qui fait rage de façon sporadique depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1956 est attribuable aux revendications des Soudanais du Sud qui forment, sur les plans culturel, linguistique et religieux, un groupe distinct des populations musulmanes et arabes du Nord. Le radicalisme religieux et le désintérêt pour les droits de la personne qui caractérisent l'actuel gouvernement du Front national islamique (FNI), qui s'est emparé du pouvoir lors du coup d'État militaire de 1989, ont entraîné une isolation internationale encore plus prononcée, une détérioration de l'économie et un quasi-gel de l'aide au développement accordée au Soudan. Les relations du gouvernement avec l'Érythrée, l'Éthiopie et l'Ouganda restent tendues. De plus, le Conseil de sécurité des Nations unies a imposé des sanctions au Soudan en 1996 en raison de son appui au terrorisme international, plus particulièrement lors de l'attentat perpétré contre le président égyptien Hosni Moubarak pendant le Sommet de l'Organisation des états africains tenu à Addis Ababa en juin 1995.

8

En mars 1996, le gouvernement a tenté de renforcer sa légitimité en organisant des élections législatives et présidentielles qui n'étaient ni démocratiques, ni libres, ni justes. Le président al-Bashir et le FNI ont remporté une victoire écrasante, ce qui fait que le gouvernement n'a pratiquement pas changé depuis.

9

La guerre civile a détruit presque totalement la société civile, l'infrastructure et les systèmes économiques et commerciaux traditionnels du Sud. On estime que, depuis 1983, un Soudanais du Sud sur quatre est mort en raison de la guerre civile. Le gouvernement et les factions rebelles ont obstrué l'aide humanitaire internationale et poursuivent leurs abus contre les populations non combattantes. Il y a toujours des allégations de bombardements aveugles de populations civiles par les forces gouvernementales. De plus, les forces du gouvernement et les factions du Sud ont été accusées de tortures et d'exécutions sommaires, et elles ont été critiquées pour leur utilisation de mines terrestres.

Le gouvernement soudanais a pris des mesures initiales reconnaissant le peu de respect des droits de la personne au pays. Il a établi le Conseil consultatif des droits de la personne, et le Comité spécial d'enquête sur les allégations de disparitions forcées ou

10